

Conjoncture internationale au deuxième trimestre 2016 Incertitudes suite au résultat du référendum au Royaume-Uni

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à +3,1 % et +3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI, de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier. Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de +2,2 % en 2016. Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à +1,6 %). Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres consécutifs de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche constitué un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %. Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à +0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de +6,6 % en 2016. Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance toujours favorable mais stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins élevée, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : [FMI](#) et [INSEE](#) – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les publications de l'IEDOM : <http://www.iedom.fr/iedom/publications/>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Indicateurs conjoncturels France et zone euro N° 331 du 5 août 2016

En France, l'indice PMI final est en hausse en juillet dans le secteur manufacturier (48,6, après 48,3 en juin) comme dans les services (50,5, après 49,9 en juin). Les immatriculations de voitures neuves reculent en juillet (- 5,0 %), après - 1,6 % en juin. En zone euro, l'indice PMI final baisse légèrement dans le secteur manufacturier (52,0, après 52,8 en juin) mais reste relativement stable dans les services (52,9, après 52,8 en juin).

Télécharger la publication : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/indicateurs-conjoncturels-05-08-2016.pdf

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en juin 2016, stable par rapport à mai 2016, et en baisse par rapport au taux de 11,0 % observé en juin 2015. Il s'agit toujours du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en juin 2016, soit le même niveau par rapport à mai 2016, et en baisse en glissement annuel (9,5 % en juin 2015). Cela reste le taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en juin 2016, 20,986 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,269 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 37 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2015, le chômage a baissé de 2,114 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,363 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été observés à Malte (4,0 %), en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (23,3 % en avril 2016) et en Espagne (19,9 %).

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2016-1052 du 1^{er} août 2016 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO) définissant les modalités d'admission de la Martinique au statut de membre associé de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale, signé à Schœlcher le 4 février 2015 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032962830&categorieLien=id>

Nouvelle direction d'agence

Pierre-Yves LE BIHAN a été nommé directeur de l'agence IEDOM de Fort-de-France. Il succède à Victor-Robert NUGENT qui rejoint le siège de l'IEDOM. Gilles MAUDUIT intègre également l'agence de Fort-de-France, en qualité de directeur adjoint. Son prédécesseur, Thomas de GUBERNATIS, sera désormais en poste au sein de l'Agence française de développement, à Paris.

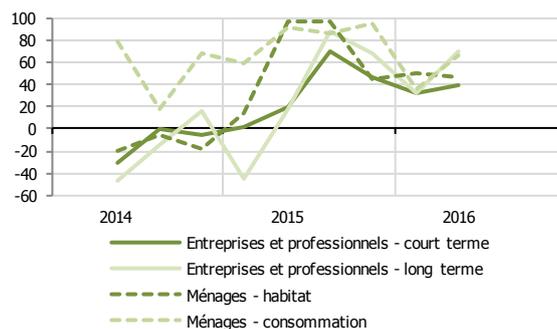
Enquête qualitative auprès des banques : orientation favorable de l'octroi de crédit

L'IEDOM propose sa première fois une publication trimestrielle qui synthétise les résultats d'une enquête qualitative menée auprès des établissements de crédit installés localement. Cette enquête vise à appréhender les évolutions de la distribution de crédits et de la collecte de dépôts auprès des entreprises, des professionnels et des ménages.

Ainsi au deuxième trimestre 2016, l'octroi de crédit aux entreprises et aux professionnels est favorablement orienté (à court et à long termes). Du côté de la demande comme du côté de l'offre, les établissements interrogés font état d'une tendance à l'assouplissement des critères d'attribution. S'agissant des ménages, les demandes de crédits à la consommation et à l'habitat sont perçues à la hausse mais moins fortement qu'un an auparavant. Enfin, selon les déclarations, les conditions d'octroi se sont assouplies pour les crédits à la consommation et demeurent stables pour les crédits à l'habitat.

La publication est disponible sur le [site internet](#) de l'agence.

Soldes d'opinion relatifs à la demande de crédits (en %)



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Égalité réelle en outre-mer : projet de loi et consultation participative

Un projet de loi sur l'Égalité réelle en outre-mer a été présenté et validé en Conseil des ministres le 3 août 2016. Il prévoit de nouveaux instruments de planification, sur dix à vingt ans, pour réduire des écarts de niveaux de vie entre la Métropole et l'Outre-mer. Pour exemple, en 2014, le PIB par habitant de la Martinique est encore inférieur de 41 % à celui de la Métropole (22 687 € contre 32 559 €). Le texte crée, par territoire, un plan de convergence élaboré de manière concertée entre l'État et les collectivités et contient, entre autres, des dispositions en faveur du renforcement de la concurrence et de la lutte contre la vie chère. Écrit sur la base des recommandations du rapport Lurel de mars 2016, il sera débattu au Parlement au mois d'octobre. D'ici là, une campagne de consultation participative est ouverte jusqu'au 9 septembre [sur internet](#). Les citoyens ultramarins sont invités à avancer des propositions qui permettront d'enrichir le texte de loi.

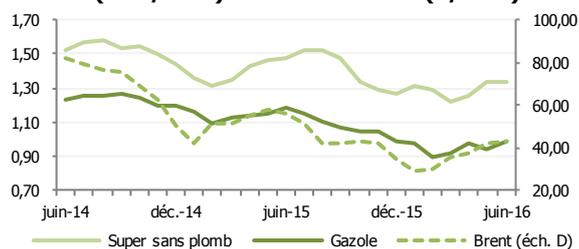
L'inflation progresse au deuxième trimestre 2016

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 100,0 à fin juin 2016 en Martinique. Si l'IPC reste encore en deçà de son niveau un an auparavant (-0,4 %), il marque une progression de 0,3 % sur le trimestre qui reflète l'orientation à la hausse des prix de l'énergie (+6,2 % et +0,4 point en contribution).

Au niveau international, le cours du baril de Brent en euros est en effet remonté de 23,0 % au printemps, en lien avec des difficultés de production dans certains pays et un déclin du forage aux États-Unis. Il s'inscrivait à 43,2 €/baril à fin juin. En Martinique, les prix des carburants, fixés chaque mois par arrêtés préfectoraux, ont d'ailleurs suivi cette évolution. En juin, ils étaient de 1,29 €/L pour le sans plomb et 0,99 €/L pour le gazole, en hausse, respectivement de 11 cents et 8 cents sur le trimestre.

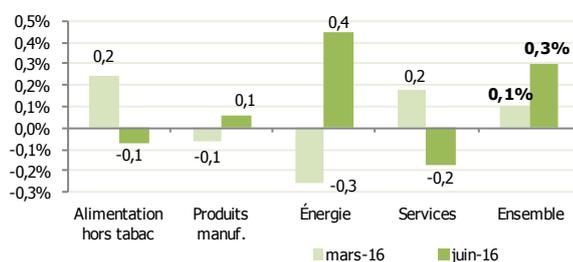
Quant aux autres postes de dépenses, le prix des produits manufacturés a également contribué à la hausse trimestrielle de l'IPC, à hauteur de 0,1 point (+0,2 %), tandis que les prix des services et de l'alimentation s'inscrivaient en baisse (-0,4 % chacun pour des contributions respectives de -0,2 et -0,1 point).

Prix mensuels des carburants (en €/Litre) et cours du Brent (€/baril)



Sources : Dieccte, INSEE

Contributions des postes à l'évolution trimestrielle de l'IPC



Source : INSEE

Hôtellerie : bilan mitigé au premier semestre 2016

Selon l'association Ziléa, qui représente de 70 % des chambres disponibles en Martinique, le secteur hôtelier affiche un taux d'occupation au premier semestre 2016 de 64,3 %, en hausse de 4,6 points par rapport à la même période en 2015. Cette progression représente 7 116 chambres louées supplémentaires (dans le périmètre de Ziléa). Pour autant, les recettes moyennes par chambre louée s'inscrivent en baisse, à 102,7 euros contre 104,2 euros l'année passée (-1,4 %), comme le chiffre d'affaires du secteur, à 33,7 millions d'euros (-0,9 %), suggérant que les professionnels ont concédé des baisses de prix ou des promotions pour attirer une nouvelle clientèle.

Ces résultats mitigés traduisent toujours les difficultés du secteur, tant structurelles que conjoncturelles. Cette année, le tourisme de séjour a subi l'épidémie de virus Zika qui a précipité de nombreuses annulations de réservations.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Croissance 2016 : dégradation des prévisions du CEPALC

Dans son dernier rapport publié en juillet 2016, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a revu ses prévisions de croissance à la baisse, en comparaison de celles présentées au printemps. Après une contraction du PIB de l'ordre de 0,5 % en 2015, la commission anticipe un nouveau repli de 0,3 % dans la Caraïbe, avec des évolutions contrastées selon les pays et leurs positions à l'exportation. Ainsi, le Suriname et Trinidad-et-Tobago pâtissent de la faiblesse des cours de matières premières et un recul du PIB de 4,0 % et 2,5 % respectivement est attendu. À l'inverse, la République dominicaine devrait tirer la croissance régionale à la hausse (+6,0 %), notamment grâce aux bonnes performances du secteur touristique. S'agissant de la zone caribéenne dans son ensemble, la commission prévient contre la volatilité accrue des capitaux étrangers, dans un environnement financier international dont l'aversion au risque s'est renforcée à la suite du Brexit. Le rapport est disponible sur le [site internet](#) de la CEPALC.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- juin 2016	100,0	+0,3 %	-0,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juin 2016	42 460	-0,8 %	-5,7 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mars 2016	22 817	+0,2 %	+3,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés* <i>Données non consolidées</i>	- juin 2016	35 857	-0,1 %	+7,6 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- juin 2016	189,6	-11,4 %	-17,6 %
	Hors produits pétroliers	- juin 2016	170,0	-0,7 %	+2,2 %
	Exportations (millions d'euros)	- juin 2016	33,7	-1,9 %	-40,1 %
	Hors produits pétroliers	- juin 2016	14,7	-25,4 %	-34,8 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- juin 2016	17,8 %		-6,7 pts
	Hors produits pétroliers	- juin 2016	8,6 %		-4,9 pts
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- juin 2016 - cumul annuel	43,1 272,8	-7,5 %	-2,0 % -0,8 %
	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juillet 2016	14 901	-0,4 %	-2,8 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- juillet 2016	2 350	+0,4 %	-2,6 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2016	114 556	-4,4 %	+5,1 %
		- cumul annuel	930 331		+11,6 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2016	3 442	nd	nd
		- cumul annuel	240 432		+26,5 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2016	14 888	+5,4 %	-20,9 %
		- cumul annuel	86 083		-4,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juillet 2016	983	+0,0 %	+2,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juillet 2016	173	-8,9 %	+1,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		7 686		+6,9 %

* Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé la prime pour l'emploi et le RSA activité. À cette date, les données du RSA comprennent uniquement les bénéficiaires du RSA socle. La variation en glissement annuel est calculée sur la base du RSA socle uniquement.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 2em semestre 2016 - JORF du 26/06/2016

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
	4,35%	0,75%	0,75%	1,25%	1,00%	0,50%
Autres cas :	0,93%	* hors prime d'Etat				

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Avril	Mai	Juin	Juillet	Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%	-0,3210%	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
				-0,3710%	-0,2970%	-0,1860%	-0,0490%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

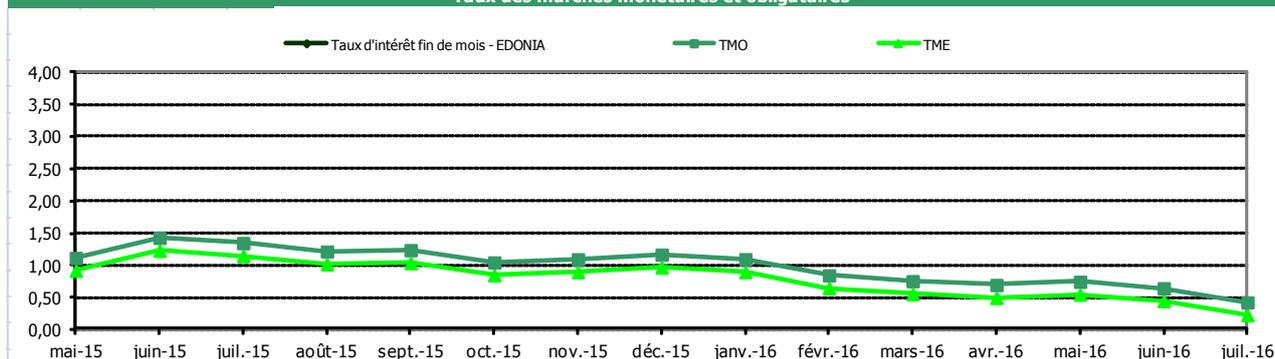
Avril	Mai	Juin	Juillet	Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
0,50%	0,55%	0,45%	0,23%	Avril	Mai	Juin	Juillet
				0,70%	0,75%	0,65%	0,43%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts-relais	4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	12,91%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,40%	Découverts en compte	13,37%

(†) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

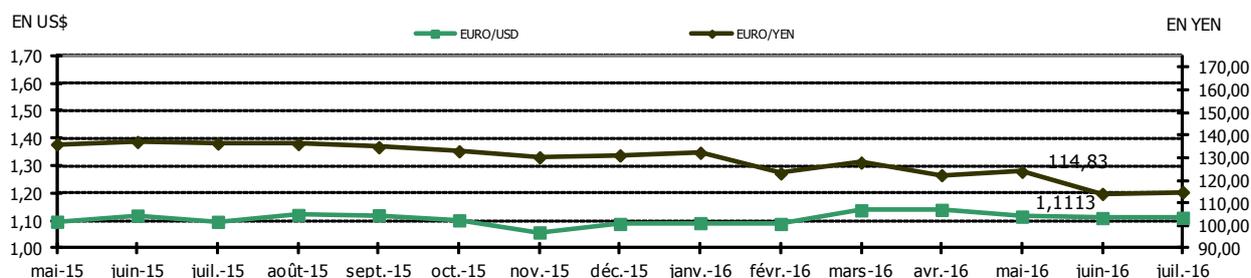
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1113	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	15,7301	EURO/SRD (Surinam)	8,0205
EURO/JPY (Japon)	114,8300	EURO/BWP (Botswana)	11,7948	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9814
EURO/CAD (Canada)	1,4643	EURO/SCR (Seychelles)	14,9512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4152
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8440	EURO/MUR (Maurice)	39,7419	EURO/BBD (La Barbade)	2,2349
EURO/SGD (Singapour)	1,5015	EURO/BRL (Brésil)	3,6478	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,487
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6210	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,1583	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3278,3256	EURO/XCD (Dominique)	3,0165	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN
 Éditeur et Imprimeur : IEDOM - 1, bd Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex
 Achevé d'imprimer le 23 août 2016 - Dépôt légal : août 2016 - ISSN 1240-3822